

LES IMPACTS JURIDIQUES DES INCIDENTS DE CYBERSÉCURITÉ



JOCELYN AUGER
Associé, BCF Avocats d'affaires



**CONFÉRENCE
CYBER
SÉCURITÉ**

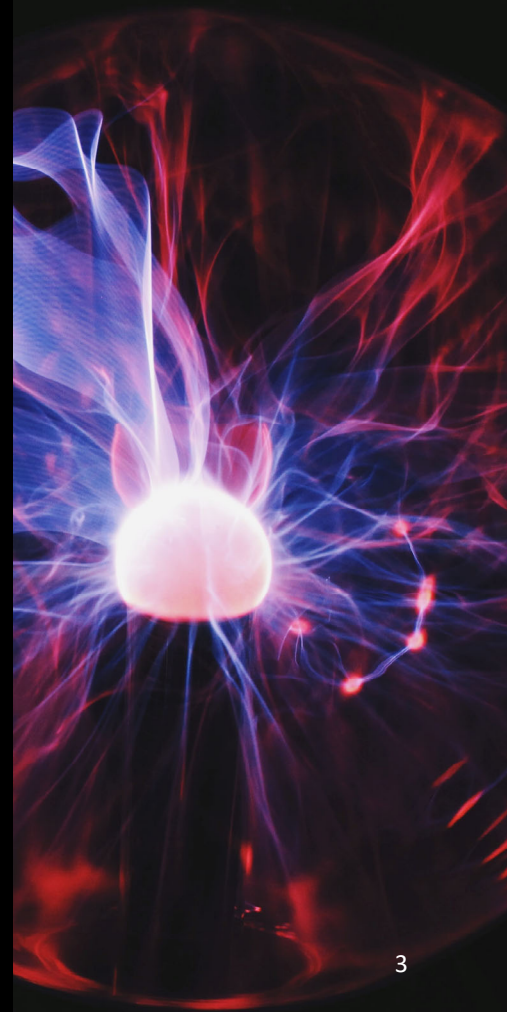
20
**ÉDITION
VIRTUELLE**
20

ORDRE DU JOUR

- Contexte: statistiques intéressantes
- Sources d'obligations juridiques
- Impacts et conséquences juridiques
 - Court terme: 0 – 3 mois
 - Moyen terme: 3 mois – 3 ans
 - Long terme: > 3 ans
- Atténuation des risques juridiques



Statistiques intéressantes



Incidents impliquant des renseignements personnels:

80%

Incidents causés par des attaques malicieuses:

52%

Coût moyen:
3,86 M\$ US

Shuv#commerciales=
418# l#trqv# #X V

Délai pour identifier et contenir:

280 jours

% d'entreprises
qui ont informé...:

- ...leurs clients: 48%
- ...la direction: 40%
- ...le CA: 21%

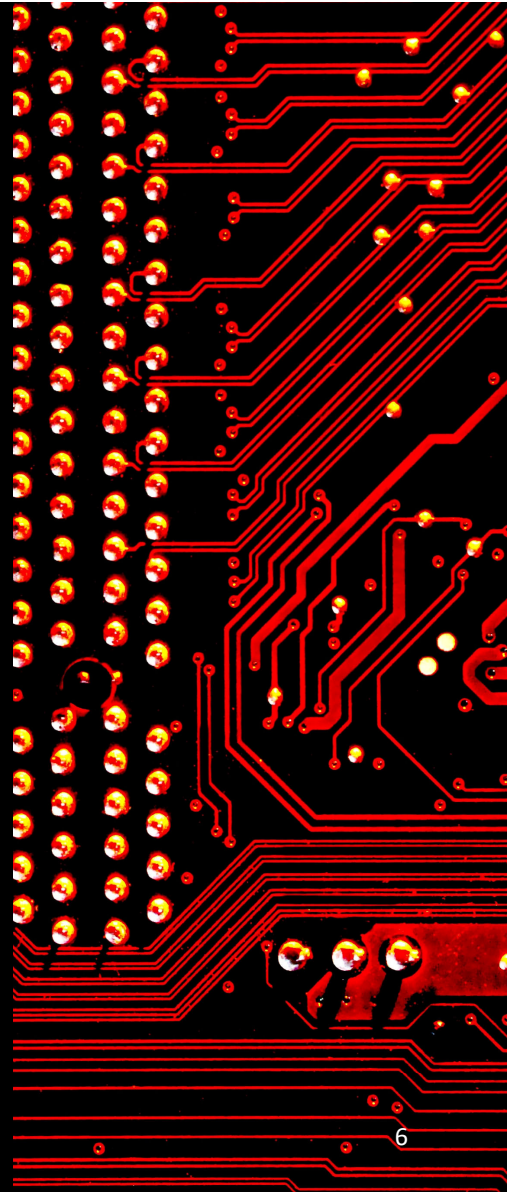
Entreprises canadiennes
ayant subi une
cyberattaque:

71%

Clients qui feraient encore
affaire avec une entreprise
ayant exposé leurs données:

19%

Sources d'obligations juridiques



Sources d'obligations:

Lois et règlements

- Lois sur la protection des renseignements personnels (LPRSP, LRPDE, RGPD)
- Lois et règlements dans les domaines de:
 - Valeurs mobilières (émetteurs assujettis, sociétés publiques)
 - Télécommunication
 - Services financiers (banques, assurance, placement)
 - Services et soins de santé

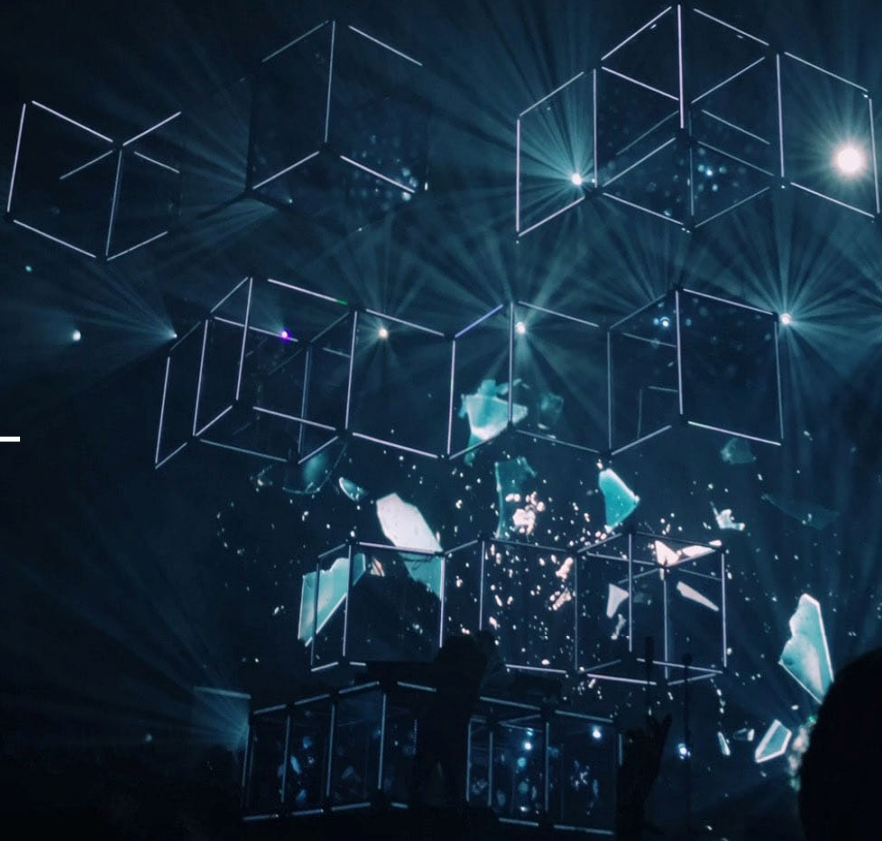




Sources d'obligations: Contrats

- Ententes et clauses de confidentialité
- Ententes de traitement de données (*Data Processing Agreements*) et équivalents
 - de plus en plus fréquentes depuis l'entrée en vigueur du RGPD
 - Obligatoires sous les nouvelles lois québécoise et fédérale
- Politiques de protection des renseignements personnels (*Privacy Policies*)

Impacts juridiques



Impacts juridiques à court terme: 0 – 3 mois

- Notification/divulgence de l'incident
- Enquêtes réglementaires
- Communications/Relations publiques:
 - Ce que vous direz (ou ne direz pas) pourra être retenu contre vous...
 - En fait, ce que l'on ne dit pas est souvent pire que ce que l'on dit





Impacts juridiques à moyen terme: 3 mois – 3 ans

- Recours contractuels:
 - Manquement à des engagements contractuels
- Recours règlementaires/pénaux
 - Nouvelles lois donnent des pouvoirs d'enquête élargis;
 - Amendes considérables: jusqu'à 25M\$ ou 4-5% du chiffre d'affaires mondial
 - 19 amendes en 2020, totalisant 135M€;
 - Variant entre 100k€ et 50M€ (Google France).



Impacts juridiques à moyen terme: 3 mois – 3 ans (suite)

- Le plus coûteux: Actions collectives

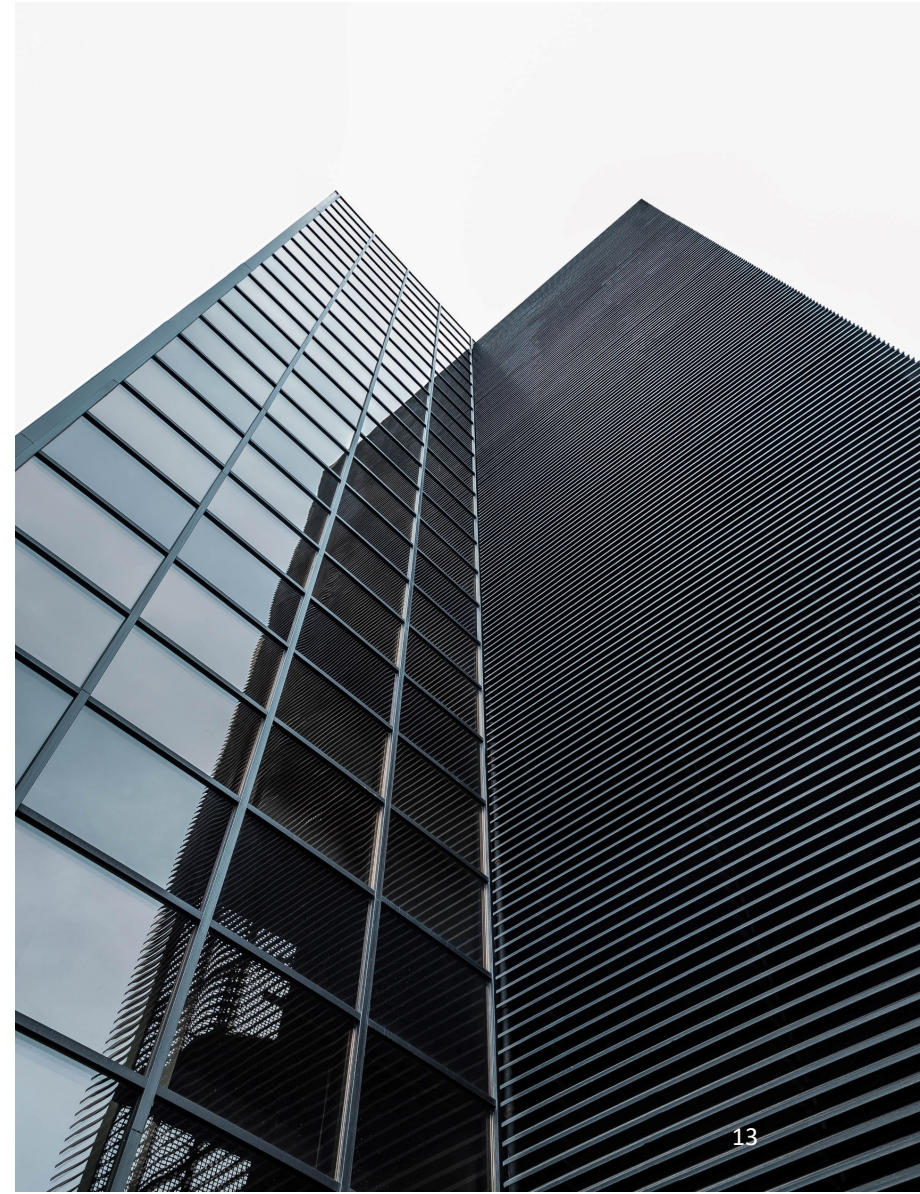


Impacts juridiques à long terme:

>3 ans

Fusions et acquisitions

- Peut influencer le résultat d'une transaction d'acquisition
 - Ex. Marriot International et Starwood
 - Vérification diligente accrue
 - Représentations et garanties; indemnisations spécifiques



Atténuation des risques juridiques



Atténuation des risques juridiques

- Gouvernance:
 - Nommer un responsable de la protection des données (DPO)
 - Adopter des politiques écrites, plan de réponse aux incidents
 - Auditer et tester l'application des politiques
- Formation des employés
- Implanter des contrôle d'accès
- Mesure de surveillance (attention à l'abus!)
- Assurance cyber-risques





Jocelyn Auger

Associé / Avocat

514 397 2643

jocelyn.auger@bcf.ca

1100 Boulevard René-Lévesque Ouest
25 étage,
Montréal, QC
H3B 5C9

Remerciements à Salvatore Tedone pour l'assistance
dans la préparation de cette présentation

